

CHAMBRE DES COMMUNES.

OTTAWA, 10 décembre 1880.

L'ORATEUR prend le fauteuil à trois heures.

PRIÈRE.

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DE SON EXCELLENCE.

La Chambre prend en considération le discours de Son Excellence à l'ouverture de la session.

M. BEATY. M. l'Orateur, je réclame votre indulgence et celle de la Chambre, vu la position exceptionnelle que j'occupe, relativement aux remarques que je vais faire, en vous proposant l'adresse en réponse au discours du trône de Son Excellence. La convocation du Parlement beaucoup plus tôt que d'usage trouvera, sans doute, sa justification dans les questions importantes indiquées dans le discours du trône, et surtout la très-importante question du chemin de fer du Pacifique. Quelles que soient les divergences d'opinion qui existent à l'égard de cette question si sérieuse pour le pays, il y a une affaire sur laquelle nous sommes tous d'accord et qui nous cause à tous un égal plaisir: nous avons vu avec bonheur l'abondante moisson qu'une bienfaisante Providence a accordée à ce pays. L'amélioration sensible qui s'est produite dans les affaires du Canada doit nous porter à être d'autant plus reconnaissants pour cette abondante moisson de l'année qui finit. On attribue, parfois, il est vrai, la prospérité du pays à diverses causes. D'aucuns des extrémistes prétendent que cette prospérité nous vient de la récolte; d'autres soutiennent que nous la devons à la politique nationale, dans une large mesure, sinon entièrement. Je suis d'avis qu'on peut assigner comme cause à cette prospérité, et la bonne récolte et la politique nationale, aussi bien que d'autres causes. Sans déprécier l'importance de la politique nationale, en aucune façon, on peut soutenir avec raison, que la moisson a aidé dans une large mesure, à la prospérité actuelle du pays. D'un autre côté, sans attaquer les grands avantages qu'une si belle moisson a procurés au pays, nous sommes fondés à dire—et l'on doit en convenir de bonne grâce,—que la politique nationale a été féconde en excellents résultats. Sans cette politique nationale, nous serions à plaindre, et il est permis de dire avec raison que, sans cette moisson, nous serions encore plus mal. Pour parler de ces deux causes, je pense que nous devons être aussi satisfaits de l'une que de l'autre et féliciter le pays de la bonne part de prospérité commerciale et générale qui à l'heure présente se répand de tous côtés. Elle fait voir que nous pouvons attribuer ces bienfaits à la protection aussi bien qu'au rendement de nos terres. Cette prospérité fait voir de plus qu'un peuple peut s'aider lui-même et qu'un gouvernement peut venir au secours d'un pays. Une politique d'inertie et de laisser-faire, n'est pas plus digne d'éloges chez un gouvernement que chez un individu. Tout individu comme chaque famille peut améliorer son sort avec de l'intelligence et de l'industrie. Je suis d'avis qu'un gouvernement, en adoptant une politique appropriée aux circonstances peut rendre service à ses administrés. Les exportations et les importations plus considérables de cette année, démontrées par les rapports du commerce du Canada, témoignent d'une plus grande activité que par le passé dans l'ensemble des affaires et, fait à noter en cette matière, la valeur des exportations a dépassé cette année celle des importations d'au moins un million et demi de piastres. Les importations ont aussi été un peu plus considérables que celles de l'année dernière; c'est ce qui prouve que bien qu'il soit permis de prétendre que la politique nationale a agrandi le champ de l'industrie nationale néanmoins, à raison de l'augmentation de la richesse du pays, nos importations n'ont pas diminué. Je ne

suppose pas que le tory le plus extrême—si les tories peuvent parfois avoir des idées extrêmes—prétende que les taxes sont un bienfait sans mélange, mais si après avoir imposé les taxes nécessaires pour faire face aux besoins du pays et à ses dépenses, il était possible de trouver un tarif assis de telle sorte que tout en répondant à ces besoins, il fût de nature à promouvoir de plus la prospérité du pays, je pense que ce tarif devrait recevoir la sanction de la nation et, de fait, il l'a reçue. Nous devons avoir de l'argent pour faire face aux dépenses du gouvernement et à celles des affaires publiques. Pour atteindre ce but, il faut des taxes comme conséquence, et si, du même coup, il est possible d'asseoir les impôts de façon à produire de bons résultats en encourageant l'industrie, le commerce, je prétends qu'une politique si simple, si raisonnable, si juste, est telle que le pays doit se féliciter de l'avoir adoptée. Si, en imposant des taxes, on arrive à augmenter dans la proportion de l'impôt les moyens du contribuable, de façon que le poids de ces taxes peut être supporté tout aussi facilement avec l'augmentation que lorsqu'elles étaient moins considérables, je dis qu'une politique qui produit des résultats de ce genre, est une politique digne d'être approuvée. Je prends comme fait acquis à la discussion, qu'il y a de tous côtés, des preuves d'une plus grande activité dans le commerce et l'industrie, et dans tous les éléments qui concourent à former la richesse et la prospérité d'un pays. L'augmentation dans les exportations et les importations et le contentement qui règne d'un bout du pays à l'autre, ne sont-ils pas des signes manifestes de cette richesse et de cette prospérité? Impossible de trouver aujourd'hui, que je sache, aucun élément de trouble dans toute notre société. Je ne vois aucune cause de mécontentement dans les provinces, aucune querelle de clocher. Lorsque l'on voit le peuple partout heureux et content, nous pouvons en conclure que tout chez lui prospère et que son sort s'améliore. La forte augmentation qui s'est produite dans le commerce de bois, démontre que nous avons retiré de grands avantages, provenant des immenses sommes d'argent que l'exportation de nos bois attire dans notre pays. Nous devons aussi nous féliciter de voir l'augmentation qui s'est manifestée dans l'exportation des produits agricoles.

D'aucuns prétendent que la politique nationale écrase le cultivateur, mais lorsqu'on examine l'état des affaires par tout le pays, lorsqu'on tient compte de l'énorme exportation de fromages, de beurre et de bestiaux, on se persuade facilement que l'industrie agricole donne beaucoup de travail et offre un placement à des capitaux considérables. Les prix de nos produits ont subi une hausse. Les céréales, surtout les menus grains et les produits de ce genre, ont augmenté de prix. A raison de ces faits, nous sommes fondés à dire que le tarif ne fait aucun tort aux cultivateurs tandis que d'un autre côté, il rend de grands services aux habitants de nos cités et de nos villes. Le revenu considérable que nous a valu la politique nationale est, pour moi, une des plus fortes preuves de son succès. Le revenu de la présente année fiscale, s'il suit pendant le reste de l'année la même marche qu'il a suivie pendant les six premiers mois, donnera probablement un excédant d'un million et demi de piastres. En présence de cette perspective, il nous est permis de dire que cette politique, en ce qui regarde le revenu, a donné tout ce qu'en attendaient ses auteurs, c'est-à-dire qu'elle a favorisé les intérêts financiers et généraux du pays. Mais est-ce tout? Non, nous avons de l'argent à bas prix. Nos manufactures sont en pleine activité. Le cours de la bourse est à la hausse. Les affaires s'améliorent partout. Je pense donc que le Parlement et le pays peuvent se féliciter sur le succès de cette politique. La protection, selon moi, peut maintenant être regardée comme la politique du pays. Tout le pays l'a approuvée au mois de septembre 1873, et depuis cette époque elle l'a été dans toutes les élections à l'est et à l'ouest, dans les villes et les comtés—et même comme on vient de m'en informer, jusque dans Oxford-